

CHAUMONT : ÉLECTIONS MUNICIPALES DES SERVICES PUBLICS LOCAUX, UNE EXIGENCE !

PAGE 2 : NOTRE LETTRE AUX CANDIDATS

LES MAUVAIS COUPS

MARS. On attend le printemps et le mois commence par une journée noire et son lot de hausses avec les conséquences que l'on connaît pour le portefeuille des Français-es.

Hausse de 2,4% en moyenne de la carte grise. Le prix repère du gaz augmente de 3,93 %. La plupart des utilisateurs sont concernés puisque le prix du kWh/chauffage subira une hausse de 5,32 % et celui pour la cuisson de 4%. Et pour couronner le tout, il se murmure que d'autres hausses, liées à la guerre qui se déroule au Moyen-Orient, sont prévues pour les mois à venir.

Le budget de la sécu, approuvé par une majorité de députés (droite, macronistes, socialistes) à l'Assemblée nationale, en décembre 2025, se traduit lui aussi dans des mesures qui vont affecter directement le budget des Français-es.

Parmi celles-ci, à compter du 1^{er} mars, la majoration des allocations familiales qui, jusqu'alors, bénéficiait aux enfants de plus de 14 ans, va être reculée à 18 ans. C'est un vol mensuel de 75,53€ soit plus de 900€ par an (et par enfant) que vont subir les familles pendant 4 ans, jusqu'aux 18 ans de l'enfant.

Une fois de plus, plutôt que de s'attaquer aux plus fortunés, le gouvernement s'en prend aux familles et notamment les plus fragiles. Est-ce ainsi que Macron compte « réarmer » la natalité ?

Autre mesure qui prend effet au 1^{er} mars, plus discrète, l'augmentation du forfait hospitalier qui passera de 20 à 23€ par jour. Le forfait « patient urgences » en cas de passage aux urgences sans hospitalisation passera, lui, de 19,61€ à 23€. En général, les mutuelles prendront en charge cette augmentation mais, au final, c'est bien nous qui paierons les hausses de tarif des mutuelles.

Enfin comme un symbole des orientations antisociales de ce budget, l'instauration d'un timbre fiscal de 50 euros sur les frais de justice. C'est ce qui en coûtera, par exemple, au salarié qui ira porter un litige devant le Conseil des prud'hommes.

Bref nous sommes face à une attaque frontale de plus contre le pouvoir d'achat des salarié·es, des sans-emplois et des retraité·es.

Une invitation à se rassembler et à agir.

Adriana Fernandez



● **PAGE 2 : QUI SE CACHE
DERRIÈRE NEMESIS** ●

● **PAGE 3 : DES PFAS PLEIN NOS
ASSIETTES ?** ● **CHAUMONT : LE RN
AURA BIEN SA LISTE** ● **LANGRES : LES
CONSÉQUENCES DU MENSONGE** ●

● **PAGE 4 : LA CGT CONDAMNE
L'AGRESSION AMÉRICANO-
ISRAÉLIENNE CONTRE L'IRAN** ●
**À PROPOS DU MÉGA POULAILLER DE
CHÂTEAUVILLAIN (SUITE)** ●



CHAUMONT : ÉLECTIONS MUNICIPALES
DES SERVICES PUBLICS
LOCAUX, UNE EXIGENCE

Aux candidat-es aux élections municipales (sauf RN)

Les élections municipales 2026 se tiendront dans un contexte inquiétant de **recul des solidarités**, de **dégradations écologiques** et de **défiance croissante** au sein de notre société.

Plusieurs années de contraintes financières ont fragilisé les services publics et aggravé les inégalités auxquelles ils tentent de faire face. Au premier rang des conséquences de ces renoncements, les communes souffrent du manque de ressources, tout comme elles se retrouvent en première ligne de l'expression des besoins de la population.

Les collectivités représentent un maillon essentiel des services publics et de réponse collective aux nécessités de la vie quotidienne. L'échelon communal ne saurait, à lui seul, résoudre les crises écologique, démocratique et sociale, mais il a vocation à constituer une clef de voûte de la réponse à celles-ci.

Sur tous les sujets, les municipalités peuvent être la source d'avancées concrètes pour la population, aussi bien en matière de culture et de santé que d'éducation, de logement, de sécurité, d'environnement ou d'accès aux droits, et ce à tous les âges de la vie.

Les habitants de Chaumont et de l'Agglo, à de multiples occasions (Palestra, transports, hôpitaux, etc), ont exigé que les services publics de proximité puissent répondre aux besoins essentiels de tous·tes, sans condition. Au travers de ces exigences, nous demandons aux candidates et candidats aux élections municipales 2026 de prendre position pour protéger et développer les services publics locaux. Applicables sur l'ensemble du territoire et pouvant être mis en œuvre, quel que soit le contexte budgétaire, à l'échelle communale ou intercommunale, ces engagements constituent des avancées et des garanties réelles pour la population.

Au travers de ces exigences*, les candidates et candidats s'engagent, partout sur le territoire, à défendre et mettre en œuvre des services publics qui préservent les libertés et l'égalité d'accès aux droits, qui prennent en compte les enjeux écologiques et qui respectent et améliorent la démocratie locale. Nous sommes conscient·es que leur capacité d'agir est contrainte par les choix budgétaires nationaux, tout comme nous savons que les élu·es locaux·ales ont un rôle politique qui dépasse le seul périmètre de leurs communes et les compétences du bloc communal.

Nous pensons, qu'à la fois par leur action d'élus·es, de grand·es électeur·trices et de citoyen·nes, les candidat·es doivent s'engager à oeuvrer en faveur des services publics, en lien avec forces vives et les associations de terrain.

Pour le syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Marie-Rose Patelli, secrétaire générale

Richard Vaillant, secrétaire général-adjoint

* **Exigence** : ce qui est réclamé comme nécessaire.

[Télécharger Le journal N°473](#) SI ON PARLAIT SERVICES PUBLICS



QUI SE CACHE
DERRIÈRE NÉMÉSIS ?

Tout d'abord le nom n'a pas été choisi au hasard. Dans la mythologie grecque Némésis est la déesse de la vengeance. Némésis est aussi interprétée comme étant un message de mort comme punition par les dieux. Tout un programme !

Les fémonationalistes cultivent des liens tous azimuts avec des groupes néofascistes (à l'exemple d'un cadre lyonnais de Némésis : Calixte Guy, porte-parole du groupuscule néofasciste Audace Lyon), mis en examen pour violence aggravée en réunion, avec le RN, avec les milliardaires détenteurs de monopoles de médias d'extrême droite comme Bolloré ou encore Stérin.

Après les révélations de l'Humanité dans son édition du 1er mars 2026 (corroborées par BFM), la parenthèse enchantée de Némésis se referme. En effet, ce journal a dévoilé les méthodes de Némésis qui propose de servir d'appât pour le compte de néofascistes avides de « chopper » des adversaires par surprise à Lyon. Némésis porterait plainte contre l'Humanité pour mettre en place une procédure-bâillon.

C'est patent, cela signifie que les méthodes provocatrices, voire violentes de Némésis et sa proximité récurrente avec des groupuscules néofascistes n'entravent en rien les relations étroites avec l'extrême-droite institutionnelle. Les eurodéputés d'extrême-droite invitent régulièrement Némésis au Parlement européen. Sarah Knafo (de Reconquête, le parti de Zemmour) figurait au centre de leur cortège le 8 mars 2025 avec Alice Cordier, figure de proue de Némésis, devant des pancartes racistes : « Libérez-nous de l'immigration », où elle développe sa vision identitaire du féminisme selon laquelle : « la plus grande menace face aux libertés des femmes serait l'immigration. »

Des voix s'élèvent à gauche pour demander la dissolution du collectif.

Pascal PRUVOT

LE DESSIN DE BOBIKA (L'HUMANITÉ)



> élections municipales

CHAUMONT : LE RN AURA BIEN SA LISTE

Pour la première fois, l'extrême droite est parvenue à monter une liste à Chaumont. Ça c'est violent ! Que 37 Chaumontais(es) se sentent légitimes à exposer fièrement leur haine de la partie la plus faible de la population en dit long sur l'évolution de notre société.

Plus grave encore est le fait que 36 personnes aient pu se ranger sans rechigner derrière un homme visé par des plaintes pour violences.

Quelques jours avant la date limite de dépôt des candidatures, Cyrille Vedrenne, la tête de liste RN, faisait savoir qu'il lui manquait encore des femmes. Il lançait un appel au peuple. Visiblement donc, quelques-unes se sont décidées au dernier moment. Pourtant, puisque l'information était sortie 15 jours plus tôt, celles-ci n'étaient pas sans savoir qu'il était accusé de violences sur un mineur. Comment ont-elles géré cela en leur for intérieur ? Et qu'ont-elles pensé quand elles ont appris que, dans la foulée, cet homme au sang chaud avait menacé le journaliste ayant publié l'information ?

En réalité, le RN d'aujourd'hui n'a pas plus de valeurs humanistes que les fondateurs du FN.

LANGRES : LES CONSÉQUENCES DU MENSONGE

Lors du débat des municipales organisé à Langres par le Jhm, il est apparu que 5 candidats sur six restaient persuadés qu'un hôpital unique à Rolampont était la meilleure des solutions. Preuve que le mensonge d'Egalité-Santé, souvent dénoncé ici, a finalement gagné.

Rappelons une fois encore que le secteur centre et sud de la Haute-Marne n'a rien à voir avec l'image volontairement tronquée qu'en ont fait les médecins langrois et qu'en aucun cas un regroupement dans le sud ne pouvait se révéler raisonnable.

On notera toutefois que, les choses ayant avancé, tous les candidats, sauf un, prennent acte du fait que Rolampont ne se fera pas. Du coup, presque tous entendent se battre pour que Langres conserve un maximum de services, à commencer par la chirurgie. Position que notre syndicat a défendue dès le début.

Si, au lieu de se laisser détourner par une chimère, les organisateurs de la formidable mobilisation langroise avaient défendu cette position réaliste, le problème serait réglé depuis longtemps.

Lionel Thomassin

VON DER LEYEN APPLIQUE LE MERCOSUR MALGRÉ L'AVIS DU PARLEMENT

En plein Salon de l'agriculture, la présidente de la Commission européenne s'assoit sur les manifestations contre le Mercosur et passe en force le traité, au mépris du vote des parlementaires européens. L'accord va donc entrer en vigueur dans les prochaines semaines. Le Parlement européen avait pourtant bloqué temporairement le processus de ratification en saisissant la justice européenne pour qu'elle examine l'accord.

ILS NE SONT PAS 13 000 MAIS 50 000 FORTUNÉS À NE PAS PAYER D'IMPÔT

Au fur et à mesure des semaines, le nombre de foyers fortunés qui ne payent pas d'impôt augmente ! Ce sont « autour de 50 000 » riches foyers qui échappent à l'impôt sur le revenu ou sur les plus-values et dividendes, a affirmé l'ex-ministre de l'économie, Eric Lombard. Et combien encore demain ?

DES PFAS PLEIN NOS ASSIETTES ?

Le scandale de la pollution aux PFAS ne fait que commencer. On avait un peu parlé des poêles antiadhésives, des textiles imperméabilisés et des rejets de l'industrie chimique dans l'eau. On risque fort désormais de parler aussi de la contamination parfois massive de milliers d'hectares de terres agricoles par les boues d'épuration issues des stations de traitement des eaux usées. Ces boues peuvent être saturées de polluants éternels et servent d'engrais depuis la fin des années 90.

Ces engrais bon marché sont largement utilisés. « Super produit, riche en azote et en potassium, plein d'oligoéléments » ... Parfois aussi plein de ces PFAS toxiques associés au développement de troubles hormonaux et de cancers.

Dans les Ardennes, un couple de maraîchers a pris la décision de fermer son exploitation en janvier 2026. Avant leur installation, des boues d'épuration issues d'une papeterie locale avaient été épandues sur leur terre. Les analyses leur ont révélé que les légumes qu'ils cultivaient présentaient des taux records de PFAS.

A. Fellner

[lire l'enquête DISCLOSE/ FR3 :](#)

1^{ER} MAI
SALLE DES FÊTES BROTTES
CHAUMONT



NICOLAS MORO

REPAS ET CONCERT 28€ - CONCERT SEUL : 15 €
RÉSERVATIONS • TÉL : 06 75 57 39 07
INITIATIVE DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
ET DE L'UNION LOCALE SYNDICALE DE LANGRES

RÉSERVATIONS OUVERTES

REPAS ET CONCERT : 28 €

CONCERT SEUL : 15 €

Réservation par SMS ou téléphone :

06 75 57 39 07 ou 06 73 35 11 80 (Langres)

Par mail : vaillant.adriana@orange.fr

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

 <https://cgtretraites-chaumont.fr>  <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs **N° 474 SAMEDI 7 MARS 2026**

UNE. Affiche du 1er Mai du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont. **À l'affiche Nicolas Moro**



LA CGT CONDAMNE L'AGRESSION AMÉRICANO-ISRAÉLIENNE CONTRE L'IRAN

La CGT condamne, avec la plus grande fermeté, l'attaque menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran et les représailles de l'Iran envers 8 pays de la région qui hébergent des bases américaines, alors même que des négociations étaient en cours sur le dossier nucléaire.

Cette opération militaire, décidée en dehors de tout cadre légal et démocratique, sans mandat des Nations-Unies, illustre la poursuite d'une politique étrangère fondée sur la force et l'impunité. Personne n'est dupe, non plus, sur la motivation financière de Trump à attaquer l'Iran notamment pour des raisons de spéculation énergétique.

Les frappes aériennes et les invasions étrangères ne conduisent jamais à des changements positifs. Les opérations militaires ne font qu'engendrer le chaos pour les populations civiles et provoquent des violations massives du droit international. Déjà, des centaines de civil-es ont été tué-es, le Croissant-rouge fait état de plus de 200 mort-es et 750 blessé-es. Les conséquences du conflit risquent de ne pas se limiter au Moyen-Orient. Nous n'accepterons pas que la France s'aligne sur cette politique impérialiste et belliciste, comme la déclaration France/Allemagne/Grande-Bretagne publiée dimanche soir en ouvre la perspective.

Bien qu'affaibli, le régime reste en place et risque de profiter du conflit pour intensifier encore la répression sur sa population.

La CGT réaffirme sa solidarité avec les Iraniennes et les Iraniens qui luttent pour la liberté, la justice et la fin de ce régime militaro-religieux afin de permettre l'instauration durable d'un véritable État de droit qu'elles et ils choisiront. La population iranienne est souveraine et c'est elle qui doit déterminer l'avenir de son pays.

le 2 Mars 2026



MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

• Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Patricia, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Gérard, Mireille, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Liliane, Séverine, Hervé, Marie-Thérèse, Claire, Marinette, Jean-Claude, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Josette, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Rachel, Michel, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Marie-Christine, Pierre, Richard, André et Josette, Sylvie, Jean-François, François, Francis, Christophe, Michel, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Christine, Patricia, Agnès, Jorge, Luc, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

> Châteauvillain

MÉGA POULAILLER

Sous prétexte que la France importe un poulet sur deux, il faudrait encourager l'élevage industriel de poulets, produire plus de volailles de mauvaise qualité, à bas coût, pour la grande distribution et pour l'alimentation ultra-transformée (nuggets, blanc de poulet dans les salades et les sandwiches...).

Si la consommation de poulet progresse, c'est parce que cette viande blanche est la moins chère et donc la plus consommée par toutes celles et ceux qui ont du mal à boucler leurs fins de mois. Mais, pour notre santé, ce type d'élevage a des conséquences. Les animaux sont traités avec des médicaments (anti-inflammatoires, antibiotiques...) qui se retrouvent dans nos assiettes. C'est une cause fréquente d'intoxication alimentaire et d'antibiorésistance.

Les fientes de ces volatiles, épandues dans les champs, provoquent la dégradation de l'environnement. L'élevage intensif de volailles a, par exemple, contribué à l'apparition et au développement de maladies comme la grippe aviaire. Depuis 2021, la France est le pays d'Europe le plus touché par cette épidémie, avec des centaines de foyers recensés, engendrant des abattages massifs et des coûts sanitaires et économiques élevés, financés par les contribuables.

Ce genre d'élevage est aussi néfaste pour le bien-être animal. Élevées pour une croissance à marche forcée, ces pauvres bêtes cloîtrées dans un bâtiment ne voient jamais le jour et seront emmenées à l'abattoir au bout de 40 jours.

L'association L214 décrit qu'en 20 jours l'entrepôt est vite saturé par des milliers de têtes de poussins sur des corps de poulets. Beaucoup de ces animaux boitent avec des déformations des pattes car elles fléchissent sous le poids de leur corps. Ils se déplument, souffrent de troubles cardiaques avec des syndromes de mort subite. Qu'y a-t-il de bon dans ce genre d'élevage ? Rien. Pas même le bien-être de l'éleveur qui s'endette lourdement.

Manger moins de ces "poulets standards" et privilégier des élevages respectueux, c'est meilleur pour notre santé, notre environnement et le respect des animaux.

Marie-Rose Patelli